Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: - (2003)
Heft: 546

Artikel: L'effroyable gabegie des autorités suisses
Autor: Fabarez, Alain
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-886261

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'effroyable gabegie des autorités suisses

Alain Fabarez
Directeur Général
du quotidien économique suisse "L'Agefi", Lausanne

Ce qui s'est passé pendant le sommet du G8 à Genève et à Lausanne est grave. Ex-trêmement grave. Le pays et sa population ont été offerts en pâture à quelques milliers d'altermondialistes avec leurs cohortes de casseurs livrant les centres villes à leurs pillages systématiques. Sans que la police - dans un premier temps - n'intervienne. Laisser dans les rues basses de Genève les casseurs libres de tout saccager pendant des heures montre le degré de laxisme et/ou d'incompétence de nos autorités. Que le Conseil d'Etat genevois attende dimanche matin pour comprendre qu'il s'est fait berner par les promesses des altermondialistes, qu'il explique qu'il allait enfin mettre des troupes en renfort pour tenter de protéger la population souligne son irresponsabilité. Et il faudra que l'on réponde à, au moins, deux questions : au nom de quel principe a-t-on laissé nos villes sans défense ? Pourquoi a-t-on, pendant des heures, interdit à la police, malgré les saccages, d'intervenir ?

Les réactions de nos autorités sont tout simplement ahurissantes. Entendre, à la télévision, Pascal Couchepin, le président de la Confédération déclarer que les commerçants genevois qui s'étaient claquemurés derrières des planches avaient sur réagi alors que quelques heures plus tard la quasi-totalité des commerçants qui avaient cru dans la protection de la police ont vu leurs vitrines exploser et leurs magasins piller est tout simplement surréaliste. Quant à Micheline Calmy-Rey, ses réactions sont tout aussi insupportables. L'interview qu'elle a donnée

Vue de la ville d'Evian © CCSF

dimanche à notre confrère " Le Matin ", où elle exprime son mépris pour les dirigeants du G8 pourtant démocratiquement élus et sa sympathie pour les altermondialistes, devrait lui coûter sa place de Conseillère fédérale. Madame Calmy-Rey vous n'avez rien à faire au gouvernement suisse avec de telles opinions. Prenez la tête d'un de ces groupuscules. Vous y serez à votre véritable place.

On savait très bien que les quelques milliers d'utopistes où les véritables politiques altermondialistes allaient être gangrenés par des hordes de casseurs. Alors que les plus perspicaces mettaient en garde et pronostiquaient les casses à venir, nos politiques ont délibérément choisi de fermer les yeux. On a même appris que les communes et donc leurs employés municipaux, rémunérés par le biais de nos impôts avaient donné la main à l'opération du popiste Zisyadis" Mettre le feu au lac ". Ils ont eux-mêmes fabriqué les bûchers visant à narguer les chefs d'Etat réunis en Suisse et en France ! On croit rêver. Ce qui s'est passé est extrêmement grave et péjorant pour l'avenir. Grave bien sûr pour les centaines de commerçants qui ont vu leurs magasins dévastés, leurs activités bloquées pour des jours ou des semaines. Grave tout autant pour toute l'activité économique de la Suisse romande, qui a dû tourner au ralenti pendant plusieurs jours. Mais ce qui paraît beaucoup plus sérieux, est la fracture résultante entre les autorités politiques, qu'elles soient cantonales ou fédérales, et une très grande majorité de la population suisse romande bien sûr mais sans doute de tout le pays. Le Souverain dans sa majorité ne peut comprendre que ses édiles aient laissé le pays à la merci de bandes qui ne visaient qu'à casser. Si l'on avait voulu faire monter les extrémismes on ne s'y serait pas pris autrement. A l'extrême gauche, on se souviendra qu'il suffit de parler haut et fort pour que les autorités baissent les bras. Et obtenir un écho extraordinaire de leurs causes dans les médias qui autrement ne prendraient pas leurs revendications en compte. A droite tout autant, la recherche sécuritaire et xénophobe s'en trouvera renforcée. Enfin, la population va regarder d'un autre œil une police prompte à verbaliser et à amender si on dépasse la vitesse permise d'un kilomètre heure alors qu'elle est restée, sans doute à son corps défendant, l'arme au pied pendant tellement longtemps.

Publicité
SODIRP
8, rue de Berri - 75008 Paris
Tél : 01 42 99 95 61

studiofordis
42, rue Fortuny - 75017 Paris
Tél : 01 47 66 43 00
Fax : 01 47 66 43 01